

CIBLE

Pièges

On a fabriqué un piège. On est entré dans le piège. On a affirmé que le piège ne se refermerait pas. Puis on a attendu qu'il se referme en préparant le plan de communication adéquat. Et le piège s'est refermé. Cela s'appelle la perte du triple A, que le gouvernement français a tenté de repousser en imposant au peuple français des sacrifices insensés et parfaitement inutiles : réforme des retraites et plans de rigueur étaient censés prouver aux « marchés » que la France était bien gérée – au regard des critères ultra-libéraux.

Comme les oligarques français et européens ne veulent pas comprendre que les agences de notation sont des officines privées, douteuses dans leurs méthodes et probablement intéressées aux spéculations qu'elles déclenchent, ils vont continuer à courber l'échine.

Après les élections, ils nous imposeront une thérapie de choc pour que la France ne perde pas ses deux A, avec le même résultat : la récession encore aggravée par les restrictions budgétaires, le chômage et la baisse des salaires. C'est ce cycle infernal qu'il faut briser.

TVA SOCIALE

Une taxe stupide et injuste

Todd

**Histoire
de la famille**

p. 6-7

Idées

**Jacques
Ellul**

p. 9

Un roi face à la crise

Mais à quoi un roi peut-il bien servir, en période de crise économique ? Juan Carlos I^{er} a clairement répondu à cette question, dans son message de Noël... et en publiant ses comptes.

L'exercice est un rituel partagé par de nombreuses monarchies européennes. En Espagne, la veille de Noël, le roi adresse ses vœux à ses compatriotes. Peu de références religieuses : une crèche soigneusement installée près du siège royal suffit à rappeler l'occasion. Car c'est avant tout à l'ensemble des Espagnols que le chef de l'État s'adresse. Cette année, toutefois, les circonstances sont très spéciales et le ton est plus solennel qu'à l'habitude.

Parfaitement conscient de la situation, le souverain rappelle d'emblée sa position, qui lui a permis, tout au long de ses trente-six années de règne, de connaître l'Espagne et de se rendre compte que, si le pays « a atteint ces dernières décennies les plus hauts niveaux de progrès et de bien-être, il faut aujourd'hui savoir reconnaître avec humilité quels ont été les comportements pour lesquels, comme

individus et comme groupe, nous avons pu nous tromper. » Le maintien de la cohésion nationale n'est pas un vain mot pour Juan Carlos. Bien sûr, en monarchie constitutionnelle, seuls « les responsables politiques, les agents économiques et sociaux », tels que le roi les nomme dans son discours, sont susceptibles de prendre les décisions. Ainsi, reste-t-il au roi à « amener ces instances à travailler en mêlant leurs compétences, non en les restreignant, à rapprocher les positions, non à les éloigner ; en favoriser les accords, non les divisions. »

En Espagne, aux yeux du chef de l'État, la société n'est donc pas divisée en différents intérêts catégoriels auxquels on choisit de s'adresser ou pas, mais une démocratie où tous ont droit à faire entendre leurs voix. Quand le roi remplit ses devoirs, la démocratie marche à plein. Comme on le dit parfois en Espagne, la monarchie n'est pas anti-démocratique

mais **a-démocratique**, c'est-à-dire à ses côtés, tout simplement.

On comprend mieux pourquoi Juan Carlos I^{er} est contraint de se montrer intraitable avec son gendre, Iñaki Urdangarin, récemment mis en cause dans une affaire de détournement de fonds. Gendre idéal mais fils de banquier, l'homme n'a visiblement pas saisi tous les devoirs de sa charge en entrant dans la famille royale.

On lui reproche d'avoir détourné, avec son associé dans une fondation pour la promotion du sport, environ un demi-million d'euros via une société écran britannique et un paradis fiscal et de ne pas avoir écouté les avis de la Maison royale, qui, dès 2006, l'avait mis en garde contre l'aspect apparemment illégal de ses agissements.

Par ailleurs, la *Casa Real*, a publié le 28 décembre dernier - une première en trente-six

ans de règne - ses comptes exacts. (1) Surprise : cet organisme public, que l'on pourrait rapprocher de l'administration de notre présidence de la République - et qui a aussi à sa charge les frais de la Garde royale, l'équivalent de notre Garde républicaine - dispose d'un budget à peine supérieur à 8,5 millions d'euros.

Le roi paie le téléphone, mais pas l'eau, ni le gaz, car il n'est propriétaire d'aucune des résidences qu'il habite, toutes dépendantes de l'administration du *Patrimonio Nacional*. Surtout, les sommes allouées à la famille royale sont loin de faire de ses membres les alter ego des patrons du CAC-40. Le roi perçoit, une solde de 292 752 euros, dont la moitié est consacrée aux frais de représentation. Son héritier, le prince des Asturies, perçoit, depuis que son père en a fait la demande il y a quelques années, exactement la moitié. Les montants de ces soldes sont imposables à 40 %. Les trois femmes de la famille royale, la reine, ses deux filles et la princesse des Asturies, se partagent quant à elles 375 000 euros.

Dans un souci de plus grande clarté, encore, les commentateurs demandent déjà que l'on fixe dorénavant par la loi, la liste des membres tenus de subvenir eux-mêmes à leurs revenus et ceux dépendant de la liste civile. Par sa parole et par ses actes, le roi d'Espagne donne une belle leçon à notre *res publica*.

David NOVARRO

(1) Le message de Noël du roi et ses comptes sont en ligne sur le site de la Maison royale : www.casareal.es

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEROUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Un roi face à la crise - p.3 : Mobilisation de classe - p.4 : TVA (a)sociale - p.5 : Jeux de guerre 2012 - p.6/7 : Histoire de la famille - p.8 : A la gauche du général - Le doux monstre de Bruxelles - p.9 : Jacques Ellul - p.10 : La culture de l'insolence - Exégèse des lieux communs - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'hésitation de François Hollande.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Mobilisation de classe

Une bande de scouts est entrée en campagne avec pour tout bagage des discours ripolinés. En face, la classe dominante mobilisée cogne à tout va et excelle dans les coups bas.

Le chef des scouts, c'est François Hollande. Avec lui, Martine et ses copains, qui ont leur morale en bandoulière et un programme dans la musette. Ils sont sûrs de gagner en mai prochain, car leurs adversaires sont méchants, grossiers et sans scrupules. Que les bons triomphent des méchants, c'est dans tous les romans scouts de la série du *Prince Éric*.

Mais dans la vraie vie ? Eh bien ! parfois des méchants ratatinent les bonnes gens. Et moi, mécréante en matière de sondages, je me demande si l'assurance des socialistes n'est pas une illusion dangereuse. Je m'explique. S'il n'y avait qu'une forme possible de vote de rejet, le candidat socialiste serait sûr de gagner. Mais face à la droite, il y a deux rejets possibles comme en 2002 et en 2007 : François Hollande et Marine Le Pen. Il faut donc que les socialistes se battent sur les deux fronts. Ils le savent, mais, sur ces deux fronts, ils se battent mal.

La droite sarkozyste, c'est une classe sociale mobilisée qui lutte pour la préservation de ses privilèges. Elle peut bénéficier dans la population des voix de ceux qui détestent la gauche pour diverses raisons, de ceux qui croient que Nicolas Sarkozy les protégera comme il l'a promis, de ceux qui prendront telle promesse faite in extremis pour argent comptant... Tout cela n'est pas nouveau mais cela

peut ramener des électeurs vers cette droite qui se bat avec une violence inouïe, sous l'égide d'un président, d'un Premier ministre et de quelques ministres qui n'ont jamais su qu'ils étaient, par fonction, au service de l'intérêt général.

Sous la direction de Claude Guéant, c'est le programme du *Front national* qui est en cours d'application. Avec Nadine Morano, Bernard Accoyer, Jean-François Copé, on flingue à tout va.

Quand le candidat socialiste ne dit rien, on s'exclame qu'il n'a pas de projet. Quand il hasarde une idée, on hurle à l'étranglement de la France. Tel fut le cas avec l'affaire du quotient familial. Michel Sapin a dit à des journalistes qu'on pourrait le remplacer par une réduction d'impôts. L'affaire a été montée en mayonnaise par les sarkozystes qui ont hurlé à tous échos que les socialistes attaquaient les familles françaises.

François Hollande et ses proches ne sont certainement pas capables d'un tel attentat, eux qui sont en train de reculer sur la révolution fiscale qu'ils avaient annoncée, mais ils ont perdu la bataille de l'opinion pendant deux jours. Les spadassins de l'UMP en relanceront une autre, et peu importe si certains coups sont mal assurés.

Bernard Accoyer est allé jusqu'à affirmer qu'en cas de victoire de la gauche « les conséquences économiques et

sociales pourraient être comparables à celles provoquées par une guerre ». Comme la phrase faisait scandale, Nicolas Sarkozy, chef de l'UMP, candidat-qui-n'est-pas-en-campagne s'est empressé de désavouer publiquement le président de l'Assemblée nationale devant Martine Aubry, comme s'il était un subordonné imprudent.

Ces polémiques subalternes n'auront pas de conséquences le jour de l'élection présidentielle. Mais elles devraient servir de leçon aux stratèges de la rue de Solferino. Dans la guerre de classe menée par le président des riches, les socialistes ne peuvent se contenter de présenter un programme fragmentaire, marqué par le respect des préceptes de l'idéologie dominante. Face à Marine Le Pen, ils ne peuvent réduire leur réplique à une invocation de la République. Contre les hautes classes de droite, contre la gauche libre-échangiste, un nombre important d'électeurs de droite et de gauche s'apprête à voter pour le protectionnisme et la sortie de l'euro. Des doses massives de moraline et des appels à la création d'euro-obligations ne suffiront pas à les dissuader de voter pour la présidente du *Front national*.

Pour tenir un discours de combat et présenter un projet à la hauteur de la crise, François Hollande devrait d'abord vaincre son propre entourage - Pierre Moscovici, Michel Sapin, Élie Cohen - qui cultive la religion européiste et s'est rendu depuis belle lurette à l'ultra-libéralisme.

Sylvie FERNOY

L'écho des blogs

Hongrie, faut-il s'indigner ?

Jean-Louis Bourlangue, qui s'exprimait dans l'émission *C dans l'air* le 12 janvier, juge intolérable qu'une nation d'Europe veuille s'affranchir des nouveaux paradigmes de l'Union européenne. Décider de **nationaliser** et de revenir sur l'**indépendance d'une banque centrale**, voilà des mesures scandaleuses car illégales selon les traités, un retour à l'obscurantisme des temps anciens.

Il est aussi surprenant d'entendre Daniel Schneidermann s'interroger « *Que se passe-t-il en Hongrie ? En s'attaquant à tous les contre-pouvoirs, que ce soit la presse, la justice ou la banque centrale, le gouvernement est-il en train d'instaurer dans son pays une démocratie ?* » (1) L'indépendance d'une banque centrale promue au rang d'un contre-pouvoir, nouveau critère de la santé démocratique d'un pays !

Dans un article (2), très critique par ailleurs sur le dirigeant hongrois Viktor Orban, Jacques Nikonoff cite l'éditorial du *Monde* du 4 janvier « *N'oublions pas que pour réduire la dette, Orban a imposé des taxes de 60 % sur les bénéfices des banques, des télécommunications et de l'énergie, toutes entreprises étrangères.* », mesures jugées positives par l'ancien dirigeant d'ATTAC.

Nous observons que le tollé des bonnes âmes est à sens unique, défendre l'Europe ultra-libérale. Et en effet, l'Union européenne pour sauver les banques par une récession infligée aux peuples, impose d'anciens dirigeants faillis de Goldman Sachs, Mario Draghi à la BCE, Mario Monti en Italie et Lucas Papademos en Grèce. Quant à Luis de Guindos, ancien de Lehman Brothers, il devient responsable du programme économique en Espagne.

Et que penser du silence fait sur l'évolution de l'Islande depuis son rejet par référendum des mesures prescrites par l'Union européenne, la BCE et le FMI ? « *La situation économique islandaise actuelle est, en effet, séduisante. Alors que l'OCDE a promis à la zone euro une période de récession en 2012, l'Islande devrait profiter d'une croissance proche de 3 %. Le chômage commence également à baisser et devrait tomber à 5,8 % l'an prochain après avoir atteint un pic historique de 7,5 % en 2010. Les déficits publics sont, par ailleurs, en passe de retomber à 3 % du PIB.* » (3)

François ENNAT

(1) <http://www.arretsurlimages.net/contenu.php?id=4590>

(2) <http://www.m-pep.org/spip.php?article2477>

(3) <http://www.france24.com/fr/20111129-islande-modele-zone-euro-economie-europe-recession-crise-croissance-ocde-banque>

TVA (a)sociale

Dans la grande entreprise d'occupation des ondes et des esprits, Nicolas Sarkozy nous a sorti sa (n)ième nouveauté. La TVA dite sociale. Idée neuve ? Bonne idée ? Ou encore de l'enfumage ? Quelques éléments.

L'idée n'est pas nouvelle et Henri Guaino en est partisan depuis 10 ans, tout comme certains hiérarques socio-libéraux (DSK). En bref, le discours est le même chez tous ses promoteurs : le coût du travail est trop élevé en France par rapport à nos principaux voisins et par conséquent il faut le faire baisser. Parmi les moyens envisagés, le transfert d'une partie des cotisations sur l'impôt.

Premier élément. Ayant jadis travaillé dans le secteur industriel (confection-marquinerie), je conteste la survalorisation, peu innocente, de la part du coût d'un bien manufacturé afférant au prix du travail nécessaire pour le réaliser. Bien d'autres éléments entrent en jeu dont on ne parle pas. J'en reviens une fois de plus à la question des marges ou, pour le secteur automobile notamment, à l'importance des frais de mise sur le marché. Savez-vous que pour certains véhicules la publicité représente jusqu'à 20 % du prix public ? Il conviendrait de traiter sérieusement et réellement de la question.

Alors allons-y. L'Allemagne (encore !) avait, il y a dix ans, des coûts du travail comparables aux nôtres. La politique Schröder a « permis » que depuis 2000, ils soient stables outre-Rhin. Avantage sans nul doute ? Pas sûr. Primo parce que l'écart n'est que de 10 % aujourd'hui. Ensuite, les conséquences sociales ne sont

pas si belles qu'on le dit. Un cinquième des travailleurs allemands vit en dessous du seuil de pauvreté. De plus, la différence citée plus haut est quasi compensée par la meilleure rentabilité horaire des Français. Enfin, l'avantage qualitatif allemand ne réside pas là. Il convient de se méfier de l'idéologie ambiante...

D'autant que les intentions à moyens termes ne sont guère pures. Une partie non négligeable de l'UMP veut en finir avec les acquis de la Résistance et, par conséquent, poursuivre l'adaptation au modèle anglo-saxon sur le terrain social en martelant que notre Sécu et nos retraites nous empêchent d'entrer dans la mondialisation en ayant de bonnes chances d'y gagner. Discours inepte mais la petite musique s'installe.

Le pernicieux dans tout cela, c'est qu'on nous serine que les cotisations sur le travail ne suffisent plus à assurer le financement de notre politique sociale. Si l'on s'en tient à la vision malthusienne des libéraux, cela est vrai. Il n'est pour s'en convaincre qu'à regarder les déficits se creuser. Saine vision ? Manipulation ? Il faudra plus opter pour la seconde.

Souvenez-vous. En 2001, les comptes sociaux de la France étaient à l'équilibre. En 2011 les pertes sont abyssales. Pourquoi ? D'abord parce que le nombre de non-cotisants s'est envolé. La population a

vieilli, le nombre de retraités augmenté et celui des chômeurs explosé. Adhérer au discours majoritaire c'est accepter la situation et rendre inéluctable le *déemploi* et la paupérisation. Jusqu'en 2008, il suffisait de remettre au travail un nombre assez faible de travailleurs pour combler les manques. En 2012, c'est beaucoup plus grave mais encore possible. À court terme par une hausse des salaires et à moyen terme par un processus de ré-industrialisation et de remise au travail. Finissons-en déjà avec le reste de la loi TEPA et le volant extrêmement important d'heures supplémentaires qui échappe aux cotisations sociales.

Pourtant, l'impôt participe déjà au financement du modèle social via la CSG. Favorable à ce système nous le sommes tant qu'il reste très minoritaire. Ce mode de financement permettant de faire participer les différents types de revenus perçus en France. Y ajouter une partie de la hausse de la TVA est une toute autre chose. Rappelons d'abord qu'il existe en France un principe, celui de la non-affectation des ressources. L'État n'a pas le droit de percevoir un impôt ou une taxe destiné à tel ou tel usage. Le Trésor reverse aux comptes sociaux une somme qui peut être le produit de la CSG. Pas plus que celui de la TVA ne pourrait l'être.

Venons-en à la TVA strictement. Première res-

source fiscale du pays, elle est la plus simple à collecter et a toujours constitué une variable d'ajustement. Le taux actuel date du gouvernement Juppé. Rappelons qu'elle sert aussi à faire des cadeaux à visée électorale comme pour la baisse de la TVA sur la restauration. En période de disette budgétaire, il est tentant de traficoter ses taux pour combler les trous. C'est ce qui vient de se passer pour le taux réduit à 5,5 %. Parce qu'elle est une taxe, la TVA touche sans discernement tout un chacun. Il va de soi que son poids n'est pas le même pour un pauvre que pour un riche.

Cela pose un premier problème juridique. Notre système fiscal repose sur un principe constitutionnel qui veut que chacun contribue à l'effort commun en fonction de ses capacités. Cela fait belle lurette que ce n'est plus qu'un leurre. Nous militons depuis des années pour une refonte - même pas une réforme - fiscale ; ce n'est pas pour accepter les replâtrages successifs et, à peu près tous, plus stupides les uns que les autres.

La TVA est déjà trop élevée ce n'est pas pour accepter une hausse nouvelle qui devrait être d'au moins 5 % pour être efficace. C'est à dire que le taux serait porté à près de 25 %. Inutile de dire que la consommation déjà en voie d'atonie en prendrait un nouveau (gros) coup sur la nuque... Mais non ! me dit-on, vous n'y comprenez rien ! La baisse des cotisations salariales compensera cela. Il faut être un peu béjaune pour croire qu'une partie notable de la baisse des coûts du travail entraînerait de facto un mieux sensible sur les fiches de paie.

Argument de menteur, si le bénéfice de la réforme doit être fragmenté, il n'existe tout simplement plus. Tout ça pour ça. Comme d'habitude ! Stupide, inutile, dangereux et injuste. Alors ? Non merci !

Charles GUÉMÉNÉ

Jeux de guerre 2012

Le Golfe a-t-il une valeur électorale ? On nous ressert le plat à chaque année électorale américaine. On joue à se faire peur. Mais un accident est vite arrivé.

Nous avons vécu il y a quatre ans une veillée d'armes à suspense. George W. Bush allait-il frapper l'Irak pendant la fenêtre de quelques mois ni trop avant ni trop tard dans la campagne des Primaires américaines ? Déjà le président Sarkozy récemment élu jouait avec le feu en agitant la menace. Quatre ans plus tard, nous sommes rendus aux mêmes jeux de guerre.

Une grave crise internationale avec l'Irak, doublée d'un choc pétrolier, serait vraisemblablement favorable au président français sortant. On ne change pas de capitaine pendant la tempête. Mais c'est le sujet qui unit les opposants républicains à Obama, divisés sur à peu près tout, hors Israël et l'Irak. Le président américain sortant a soigneusement refermé la fenêtre de risque en réaffirmant sa solidarité avec le cabinet de Jérusalem, en se repliant d'Irak et en restant ferme face à l'Irak : finie la politique de la main tendue. Mais s'il était réellement mis au pied du mur, il aurait fort à faire pour se défendre de ne pas intervenir, ce dont il n'a nulle intention, car ce serait évidemment catastrophique.

Ahmadinejad le sait qui pousse à la faute sûr de voir ses menaces non suivies d'effet. Ainsi peut-il rester lui-même en position de tête au

sein des cercles de pouvoir iraniens. Le Golfe, comme le nucléaire, c'est la chasse gardée des Pasdarans, les *Gardiens de la Révolution*, qui ont leur propre marine, leur armée, comme leur police. Les amiraux de la Marine, les généraux de l'Armée, les politiques - des élections législatives sont prévues dans quelques mois - peuvent faire vivre les institutions officielles. Ahmadinejad, lui, repose sur d'autres réseaux, parallèles. La stratégie de la tension est au cœur des enjeux de pouvoir. Et ses adversaires, rivaux ou concurrents, ne peuvent que suivre.

La montée des tensions côté occidental répond certes aux impasses du **dialogue** avec les autorités iraniennes. Il ne saurait en aller autrement dans cette conjoncture encore incertaine à Téhéran pendant les quelques mois à venir. Mais elle tente également de contenir les va-et-vient de guerre israéliens. Le dernier rapport de novembre de l'*Agence Internationale de l'Énergie Atomique* (AIEA) ne contenait rien de nouveau mais était opportun. Les États-Unis et l'Union européenne disposeraient ainsi d'une base légale pour accroître les sanctions, notamment financières et pétrolières, contre Téhéran. Grâce à quoi Israël se tiendrait encore coi jusqu'à la prochaine alerte.

En menaçant de fermer le détroit d'Ormuz, Téhéran n'a pas fait preuve d'une grande imagination (1). L'argument n'a pas été beaucoup renouvelé depuis *Le Secret de l'Espadon* (tome 3) et plusieurs polars à succès des dernières années. La guerre Irak-Iran (1980-1985) avait déjà mis plusieurs des menaces à exécution dont l'explosion de pétroliers et le minage. La guerre sous-marine et aérienne dans ces confins figure déjà dans l'album d'Edgar P. Jacobs. Seules les étoiles ont changé.

La plupart des analystes militaires relativisent le danger, essentiellement en comparant le nombre de journées probables de guerre (jusqu'à deux mois) et celui des réserves stratégiques de pétrole dans les pays consommateurs. Quoi qu'il en soit, le simple fait d'entrer dans ce jeu accredit le pouvoir d'influence iranien. Comme pour la dissuasion, il ne faut pas raisonner en termes de bataille mais de non-bataille.

Espérons qu'en France, aux États-Unis et en Iran, chacun face à ses propres échéances électorales se préoccupera des problèmes réels de sa société respective et ne cherchera pas des dérivatifs pour égarer les opinions.

Yves LA MARCK

(1) La comparaison que l'on lit ici et là avec le blocage du détroit de Tiran par Nasser en 1967 donnant lieu à la *guerre des Six Jours* est inappropriée. Elle dénote l'idée que l'enjeu serait, ici encore comme alors, l'État d'Israël, ce qui est tomber dans le piège tendu par Ahmadinejad.

BRÈVES

♦ **DANEMARK** – De nombreuses festivités ont marqué la célébration des 40 ans de règne de la reine Margrethe II. C'est en effet le 15 janvier 1972 que la princesse Margrethe, alors âgée de 31 ans, a été proclamée reine de Danemark. La veille, le roi Frédéric IX était décédé, sans postérité masculine. L'aînée des trois filles du roi et de la princesse Ingrid de Suède, était alors déjà mariée avec le Français Henri de Laborde de Monpezat, devenu le prince Henrik. Elle était aussi mère de deux garçons, le prince héritier Frederik et le prince Joachim, âgés de 4 et 3 ans. Margrethe II, en 40 ans, est devenue la souveraine la plus populaire d'Europe. Elle a su « moderniser une monarchie vieillissante pour l'adapter aux évolutions de la société » et cela sans la brusquer, explique le maître de conférences à l'université de Copenhague Lars Hvabakke Soerensen. Près de huit Danois sur dix sont favorables à la monarchie, d'après un sondage publié en décembre.

♦ **ESPAGNE** – L'affaire Urdangarin (voir page 2) n'a pas entamé la popularité de la monarchie selon un sondage de l'institut *Sigma Dos* publié dans *El Mundo*. 60 % des Espagnols se déclarent favorables à la monarchie (32 % contre). Quant au roi, 76 % en ont une opinion bonne ou très bonne et 70 % des Espagnols attribuent la même appréciation à son fils le prince Felipe. Et c'est à 88,3 % qu'ils approuvent la décision du roi d'écarter son gendre de toute cérémonie officielle.

♦ **MAROC** – C'est le 3 janvier, dans la salle du trône, au Palais royal de Rabat, que le roi Mohammed VI, accompagné du jeune prince héritier Moulay El Hassan (âgé de 9 ans) a nommé les membres du nouveau gouvernement qui ont ensuite prêté serment devant le roi. Comme la nouvelle Constitution, adoptée en juillet 2011, le prévoit, c'est Abdelilah Benkirane, chef du Parti justice et développement (PJD) arrivé en tête aux élections de novembre dernier qui le dirige. Son parti a obtenu douze des trente ministères. Le nouveau chef de gouvernement a indiqué : « nous allons travailler pour que les investisseurs, étrangers et marocains, aient davantage de confiance. [...] Notre gouvernement respectera tous les engagements que le Maroc a signés, notamment sur le plan international. [...] Nous ferons également tout pour améliorer les conditions de vie de nos citoyens ».

♦ **SERBIE** – Le prince héritier Alexandre de Yougoslavie et son épouse la princesse Catherine qui avait prévu de se rendre au Kosovo pour y apporter une aide humanitaire à l'occasion du Nouvel An orthodoxe s'en sont vus refuser l'accès par les autorités locales.

♦ **ROUMANIE** – Selon un sondage IMAS publié la semaine dernière par le quotidien *Adevarul*, la cote de confiance du roi Michel se situait à 25,7 % alors que celle du président de la République Traian Basescu était à 12,9 % et celle du Premier ministre Emil Boc était à 9,7 %. C'est dans la tranche d'âge des 18-29 ans que le roi fait son meilleur score.

Histoire de la famille



C'est une histoire de la famille qu'Emmanuel Todd a entrepris d'écrire. Elle renouvelle ou bouleverse les analyses qu'en ont donné les disciples de Frédéric Le Play et les structuralistes. Appuyé sur une documentation considérable, l'auteur de « *L'Origine des systèmes familiaux* » montre que la famille nucléaire est apparue en premier sur notre planète, au rebours des représentations traditionalistes et de la thèse qui lie l'individualisme à la modernité.

■ **Royaliste : Comment se situe ce nouveau livre par rapport à vos précédentes recherches sur les structures familiales ?**

Emmanuel Todd : Mes précédents livres concernaient les rapports entre la diversité des structures familiales paysannes traditionnelles et la diversité des trajectoires de modernisation, pas seulement dans les sociétés occidentales. J'avais déjà travaillé à l'échelle planétaire. Ainsi, je m'étais aperçu que la carte du communisme reproduisait assez fidèlement la carte de la famille communautaire - en Russie, en Chine, au Nord Vietnam, dans une partie de la Yougoslavie, en Italie centrale. Dans le système communautaire, il y avait un rapport autoritaire du père de famille aux enfants et des rapports égalitaires entre les frères : c'est quand ce système explose qu'on voit apparaître le communisme, avec son parti unique, son économie centralisée, éventuellement le KGB qui remplacent pendant un certain temps la famille communautaire.

Pour la France, j'ai montré que la source des valeurs de liberté et d'égalité se trouvait dans un système familial nucléaire, individualiste, et égalitaire quant à l'héritage. Le système anglais est nucléaire, individualiste mais sans égalité véritable - une relative indifférence au principe d'égalité courant à travers toute l'histoire et la culture anglaise. Existait aussi la famille souche, système autoritaire à héritier unique, observable dans les paysanneries allemande et japonaise : quand ce système éclate, on voit émerger des idéologies ethnocentriques autoritaires - nazisme et militarisme japonais par exemple. Mais la famille souche domine aussi au Rwanda.

Il y a là un beau modèle structural que je ne renie pas du tout et qui permet d'inscrire dans des cases familiales, anthropologiques, les idéologies, les systèmes économiques, les modes d'intégration des immigrés... Le fait d'attribuer à chaque peuple une structure particulière semblait aller à l'encontre de

l'universalisme, ce qui m'a valu beaucoup d'ennuis en France. Mais on n'avait pas remarqué les implications antiracistes.

Prenons la famille souche : autoritaire et inégalitaire, elle a engendré de l'ethnocentrisme en Allemagne, au Japon, au pays basque, au Rwanda... La même loi qui associe famille et idéologie se moque de la couleur. Être *Blanc*, *Noir* ou *Jaune* ne fait aucune différence... : il y a une dimension universaliste, implicite mais très forte, dans mon modèle de segmentation. Malgré cela, mes analyses passaient mal.

■ **Royaliste : ... et vous les avez vous-même révisées.**

Emmanuel Todd : Complétées par une explication de l'émergence de cette diversité des types familiaux. Ma conclusion dans *La Troisième planète* était légère, absurde : elle évoquait le hasard. La famille était une infrastructure, mais c'était une infrastructure qui apparaissait au hasard. Un ami linguiste, Laurent Sagart, m'a montré qu'il y avait sur

mes cartes un centre et une périphérie. Point de hasard : ce qui est dispersé, ce sont les restes d'un système archaïque ; ce qui est au centre, c'est l'innovation. Mes analyses ont été transformées par l'idée du conservatisme des zones périphériques qui se trouve déjà implicitement dans *L'Origine des espèces* de Darwin. Son utilisation peut toucher tous les domaines : répartition des maisons à colombage en France, des langues, des écureuils roux et gris en Angleterre, etc.

■ **Royaliste : Vous avez donc été conduit à vous éloigner de Le Play...**

Emmanuel Todd : Oui. Sa typologie des systèmes familiaux est simple : famille nucléaire, famille souche, famille communautaire patrilineaire. Quand on travaille à l'échelle planétaire, on s'aperçoit que cette typologie n'englobe pas toutes les structures familiales observables.

Par exemple, Le Play pose a priori le fait que les grandes familles qui comportent plus de deux couples mariés de même génération sont patrilineaires comme si c'était toujours deux frères mariés qui étaient associés. Cela peut être aussi bien deux sœurs ou un frère et une sœur... J'ai donc procédé à une déconstruction de la typologie de Le Play, j'ai rajouté des sous-catégories avec des variantes patrilocales, matrilocales ou bilocales selon

que les jeunes couples s'agrègent à la famille du mari ou à la famille de la femme.

Dans beaucoup de systèmes familiaux, on ne voit ni nucléarité pure, ni agrégation stricte : le jeune couple passe quelques années au domicile d'un parent, puis s'en va - par exemple à la naissance du premier enfant. Je suis arrivé à une typologie à quinze catégories, que je serai amené à compléter en introduisant la polygamie de masse quand j'étudierai l'Afrique.

Quand on a cette typologie plus fine, on peut regarder les données européennes et accepter ce que la typologie de Le Play empêchait de voir : le caractère originel de la famille nucléaire. Dans *L'invention de l'Europe*, j'avais fait des erreurs typologiques : je m'étais obstiné à considérer la Bretagne comme un pays de famille souche, ce qui n'est pas le cas ; de même, dans la famille communautaire de la bordure nord-ouest du Massif central - la région qui votait communiste - le lien passe indifféremment par les hommes et les femmes.

J'ai fini par me rendre compte que la grande masse centrale eurasiatique communautaire n'était pas aussi massive que je le pensais. Tous les systèmes sont patrilinéaires mais les familles vraiment communautaires ne forment pas un espace continu : il y a un bloc chinois, un pôle russe, un bloc moyen-oriental, un pôle dans les Balkans et en Italie centrale mais entre ces régions on trouve une famille nucléaire imparfaite avec un cadrage patrilinéaire. Les nomades de la steppe forment un groupe très uniforme de l'Ukraine à la Mongolie : sous chaque tente vit une famille nucléaire mais les campements sont des associations souples de familles différentes liées par les mâles. Le principe patrilinéaire est très fort et aussi conscient que dans la famille patrilinéaire romaine.

■ **Royaliste : Le caractère originel de la famille nucléaire ne fait donc plus de doute...**

Emmanuel Todd : Il y a une magnifique distribution périphérique de la famille nucléaire véritable : on la retrouve en Europe - France du nord, Islande, Angleterre - en Asie du Sud-est, en Sibérie chez les Tchouktsches, aux Philippines, à Ceylan... On trouve une famille nucléaire épurée quand le couple vit seul chez lui après son mariage, mais il y a aussi des phénomènes de co-résidence temporaire - par exemple en Islande. Dans les groupes nucléaires primitifs, on voit bien que la famille nucléaire est prise dans un système de parenté assez vaste mais qui n'est pas patrilinéaire : ces groupes sont structurés par des relations fluides passant indifféremment par les hommes et les femmes. La famille nucléaire occidentale s'est dégagée de ce réseau de parenté très peu formalisé.

Constater le caractère archaïque de la famille nucléaire, ce n'est donc pas difficile mais cela provoque un joli désordre dans la philosophie politique : tout ce que l'on raconte sur la naissance de l'individualisme semble alors manquer totalement de sérieux. On ne trouve pas dans le passé ce bon gros magma familial bien dense de la famille patriarcale selon Le Play, d'où se serait dégagé peu à peu le couple moderne, inventé en Occident, avant que l'Individu lui-même n'émerge seul - mais armé de sa carte vitale tout de même ! L'homme moderne n'est pas plus individualiste que le Philippin de base... Il a remplacé les frères ou sœurs par la Sécu.

■ **Royaliste : Comment est-on passé de la famille nucléaire à ces formes complexes que vous étudiez ?**

Emmanuel Todd : Ma méthode est toujours la même : d'abord, je prends des zones et je cartographie. Prenons l'espace chinois et sa périphérie : au centre il y a bien le modèle communautaire patrilinéaire mais on trouve des formes souches, c'est-à-dire des systèmes à héritier unique et primogéniture à la



périphérie - au Japon, en Corée, au Tibet où l'on trouve aussi de la polyandrie. Mais cette polyandrie signifie qu'on a marié une femme au grand frère, qui autorise ses petits frères, qui ne peuvent pas se marier faute de terre ou d'argent, à avoir des relations sexuelles avec cette femme quand il n'est pas là. Nous avons donc là un puissant droit d'aînesse. Sur la périphérie de la Chine elle-même, on voit une distribution des formes souches résiduelles, ce qui permet d'affirmer que la famille souche représente un stade antérieur à la famille communautaire.

Nous avons donc déjà trois étapes dans la complexification : la famille nucléaire, la famille souche et la famille communautaire.

■ **Royaliste : Vous utilisez aussi une documentation historique ?**

Emmanuel Todd : Oui. Après avoir étudié les grandes zones avec mes cartes, je regarde ce qui existe comme documentation historique. C'est un travail complexe. Dans le cas de l'Inde la documentation historique est très incertaine. Mais pour la Chine il y a d'excellentes annales et nous voyons apparaître le principe de primogéniture dans l'aristocratie au XI^e siècle avant l'ère commune. Il faut que les données historiques et les données cartographiques concordent, avec une préférence pour ces dernières. À partir de là on peut faire des hypothèses sur les conditions d'apparition de la famille souche : c'est le moment où l'espace agricole est rempli et où l'absence de

terres proches disponibles donne un sens à la question de l'héritage : la question de la transmission indivise se pose. Mais cela ne se produit pas toujours : il y a des régions d'agriculture dense qui en sont restées à la famille nucléaire. Le modèle de la famille souche peut aussi se diffuser par effet de prestige alors qu'elle ne sert à rien : c'est le cas de la famille souche dans le nord-est du Japon.

La famille communautaire, qui est une structure très difficile à supporter pour les adultes comme on le voit dans les contes russes, est une construction artificielle. L'histoire de Chine montre une transmission du principe patrilinéaire aux nomades de la steppe par effet de prestige et aussi l'adaptation de ce principe : on observe dans ces campements nomades une organisation clanique souple, patrilinéaire symétrisée, dans laquelle tous les frères sont égaux. Les groupes résultants, militairement organisés par l'organisation de parenté forment des groupes d'invasion très efficaces. Ils apportent avec eux ce modèle patrilinéaire symétrisé, qui plaqué sur la famille souche des sédentaires, la transforme en famille communautaire. On trouve la même séquence en Mésopotamie et en Inde.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

Emmanuel Todd
L'origine des systèmes familiaux

prix franco : 31 €.

Achat immédiat

À la gauche du Général

Les gaullistes de gauche ont toujours représenté un courant minoritaire, divisé en tendances et maltraité par les médias. Jean Charbonnel rappelle les raisons de leur combat, qui n'est pas terminé.

Jean Charbonnel avait treize ans et deux mois lorsque, sur une route de l'exode, il entendit une radio évoquer l'appel du général de Gaulle. Entré immédiatement en résistance, il rejoignit la Résistance et participa aux combats pour la libération de Paris. Toute sa vie politique fut ensuite orientée par sa fidélité aux principes gaulliens qu'il tenta de faire prévaloir tantôt dans la droite du gaullisme, plus souvent dans les organisations du gaullisme de gauche. C'est leur histoire qui est racontée avec lucidité et précision au cours d'un dialogue avec Laurent de Boissieu.

L'aventure des gaullistes de gauche se confond avec l'histoire de la V^e République. Cette vaillante cohorte se retrouvait autour de Louis Valon et René Capitant, de Léo Hamon, de Philippe Dachant, de l'hebdomadaire *Notre République* que dirigeait Frédéric Grendel... Ils étaient unis par une même fidélité au Général, par une même volonté de défendre sa politique et de faire aboutir la participation - mais ils n'étaient pas unifiés et leurs querelles expliquent en partie que le mouvement n'ait pas pu prendre de l'ampleur.

On les suit à l'*Union pour la Nouvelle République*, le rassemblement initial créé en 1958, à l'éphémère *Union Démocratique du Travail* puis dans les groupes que dirigent

Jean Charbonnel, Léo Hamon, Pierre Dabiez et qui sont confrontés aux grandes masses conservatrices et réactionnaires qui suivent le parti chiracien et le patronat.

Il était logique que des relations s'esquissent avec François Mitterrand qui, rapporte Jean Charbonnel, souhaitait dès 1974 « ouvrir le dialogue avec les gaullistes » en précisant qu'il voulait maintenir les institutions de la V^e République - à l'exception de l'article 16 qu'il renonça à retirer lorsqu'il devint président.

Il y eut, après 1981, plusieurs tentatives pour constituer une composante gaulliste dans la majorité présidentielle - et même une composante gaullo-royaliste - avec Pierre Dabiez, puis Michel Jobert et enfin avec **France Unie**. Les socialistes, toujours restés antigauillistes dans leur majorité, ne manifestèrent aucun enthousiasme - c'est le moins qu'on puisse dire - et tout échoua.

Reste, dans toute son exemplarité, la dynamique du projet gaullien, que Jean Charbonnel expose avec une conviction inentamée et qui ne cesse de soutenir l'espérance des gaullistes authentiques.

Annette DELRANCK

■ (1) Jean Charbonnel - « *Pour l'honneur du gaullisme - Contre-enquête sur un héritage* » entretiens avec Laurent de Boissieu, Éd. Riveneuve, 2011, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

Le doux monstre de Bruxelles

À l'heure où le spectacle de l'Europe en crise prend la forme d'un jeu entre les marionnettes hybrides Merkel & Sarkozy, le libelle de Hans Magnus Enzensberger est plutôt consolant.

Venant d'Allemagne d'abord, pour sa franchise : révéler que l'âpreté des banquiers francfortois n'étouffe pas la finesse des Munchois et qu'il ne faut qu'un peu de plume à un bon écrivain pour crever la baudruche d'un **monstre**, fût-il de Bruxelles.

En 80 pages, aussi pédagogiques et au même prix coûtant que les indignations de Stéphane Hessel, nous voilà recyclés quant à l'Union européenne, ses origines, son épanouissement, et ses impasses. À noter, le portrait acidulé de Jean Monnet chez qui l'auteur détecte en germe toute la prétention des eurocrates à autonomiser leur sphère de décision hors de l'interférence des peuples : « ... comme si les luttes constitutionnelles des XIX^e et XX^e siècles n'avaient jamais eu lieu, le conseil des ministres et la Commission se sont mis d'accord dès la fondation de la Communauté européenne pour que la population n'ait pas son mot à dire sur leurs décisions. » (1)

Suit la patiente nomenclature des structures de l'Union, avec ses hiérarchies pléthoriques, ses organes redondants, ses commissaires aux rôles indiscernables, attelés à l'irrépressible ambition d'accroître leurs compétences au grand dam d'un principe de subsidiarité introuvable...

Un monstre d'*imperium*, en somme, dont l'auteur décrit la méthode comme sans équivalent dans l'histoire : « Son originalité consiste à procéder sans violence. Elle fait la

chattemite. Elle se donne pour aussi humaine qu'inexorable. Elle ne veut que notre bien. Comme un tuteur plein de bonté, elle se soucie de notre santé, de notre savoir-vivre et de notre morale. L'idée ne l'effleure pas que nous sachions ce qui est bon pour nous ; nous sommes à ses yeux bien trop désespérés et trop mineurs. C'est pourquoi il faut nous prendre en charge, de fond en comble, et nous rééduquer. » (2) Jusque dans les détails de notre hygiène corporelle... Et que dire de la crise monétaire systémique où elle nous enferme avec la complicité de nos gouvernants ?

L'un des plus sagaces intellectuels - européen d'une manière chez nous en voie d'extinction - donne une leçon de bon sens à diffuser largement. D'autant que sa sagesse, instruite par l'histoire du nazisme naissant (3), incite Enzensberger à conclure sans trop de pessimisme qu'après bien d'autres de styles différents et malgré la faible résistance qu'on lui oppose, cette énième tentative d'asservissement des nations d'Europe se brisera finalement sur ses contradictions.

Luc de GOUSTINE

■ Hans Magnus Enzensberger - « *Le doux monstre de Bruxelles ou l'Europe sous tutelle* », Gallimard, 86 pages, prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

(1) page 61.
(2) page 67.

■ (3) Nous avons récemment dégusté son *Hammerstein* (voir *Royaliste* n° 987, page 10) - prix franco : 25,00 €. [Achat immédiat](#)

Jacques Ellul, un penseur qui résiste

O n célèbre cette année le centenaire de la naissance de Jacques Ellul, un véritable penseur dont l'indépendance farouche explique la mise à l'écart de toutes les renommées indiscrettes. On parlera sûrement beaucoup plus de Pierre Bourdieu pour les dix ans de sa mort que de l'auteur de *La technique ou l'enjeu du siècle*. Pourtant l'importance du second dans l'histoire de la pensée, et surtout du point de vue de la lucidité intellectuelle, devrait être au moins équivalente à celle du premier. Seulement voilà, même si fort heureusement, Jacques Ellul a eu des continuateurs fidèles et tenaces, il n'est pas près de disposer de l'aura dont bénéficieront ceux qui se sont imposés dans la doxa contemporaine. La publication d'un modeste inédit de Bourdieu nous a valu la une de *Libération* ; Jacques Ellul a, il est vrai, l'honneur d'un numéro spécial de *Réforme*, d'ailleurs fort intéressant. Ses frères en protestantisme devaient bien cela à ce très incommode disciple de Karl Barth, aussi intempestif qu'il ait été dans le cadre de leurs institutions. C'est un des problèmes d'Ellul : son authentique radicalité critique le condamnait le plus souvent à la marginalité, y compris dans sa bonne ville de Bordeaux. Jean-Claude Guillebaud témoigne que Jacques Chaban-Delmas ignorait l'existence de cet universitaire exceptionnel dans sa cité.

Ellul pensait à contre-courant, non par esthétisme de la singularité, mais par ce qu'il a eu très tôt le sentiment que les idéologies étaient autant de façons d'éviter les réalités, et même des dispositifs à trahir les intentions des initiateurs et des fondateurs. Ainsi a-t-il toujours lu Marx avec le plus vif intérêt, mais c'était pour mieux débusquer les impasses de tous les marxismes. Certes, il faut revenir un peu en arrière pour bien saisir les coordonnées de l'analyse du philosophe et du sociologue. Car le décalage qui s'est produit depuis la rédaction de ses principaux livres pourrait laisser croire qu'ils sont devenus obsolètes, ce qui serait une erreur totale. Quand l'auteur de *l'autopsie de la révolution* polémique contre les conceptions pseudo-subversives de l'époque, il s'adresse à des interlocuteurs qui ont, pour la plupart, disparu ou dont les disciples n'ont plus guère de crédit. Mais le fond de sa polémique a gardé toute sa force et se trouve même aujourd'hui actualisé avec plus de pertinence.

Le mythe de la révolution communiste ou prolétarienne était encore très prégnant, relayé chez nous par un Sartre qui entraînait une bonne partie de l'intelligentsia derrière lui. Que dit Ellul à ce moment précis ? Qu'on se trompe à propos de la révolution et que l'on s'est engagé sur une voie de garage. On croit qu'une révolution économique va remédier à l'injustice, à la pauvreté et à la famine, avec une prise de pouvoir contre le régime capitaliste établi. Bien sûr, le résultat est patent : on sait ce qu'a donné concrètement la victoire du camp **prolétarien**. La bureaucratisation du communisme s'est imposée brutalement, sans possibilité d'une révolution permanente à la Trotski qui aurait conféré les leviers de décisions aux citoyens. Ellul va plus loin encore dans sa contestation. Il est vain de croire à une conquête de l'État, car toute révolution aboutit à une surcroissance de son emprise. Surtout, le

sociologue-philosophe veut mettre en évidence qu'il y a méprise sur le sens de la révolution, qui, pour lui, ne peut être que *morale*, étant entendu qu'il faut prendre ce mot de *morale* en son acception la plus significative. On saisit alors que, pour Ellul, l'exigence anthropologique est au cœur de l'histoire et qu'elle est en dépendance étroite de sa pensée théologique qu'il développe parallèlement à ses essais socio-politiques : « *L'aventure énorme dans laquelle nous sommes engagés depuis deux siècles nous laisse plus désemparés que victorieux, chacun à sa façon, que ce soit du fait de la vanité du travail que nous avons à faire, de la médiocrité de nos satisfactions et de nos loisirs, de l'incertitude sur les valeurs et la façon de vivre.* »

On pourrait conclure superficiellement d'une telle déclaration que nous quittons le terrain solide des constatations et des engagements civiques pour une action morale, sans doute estimable mais démobilisante sur le terrain des responsabilités pratiques. Il n'en est rien, parce que le propre d'Ellul est d'allier sans cesse l'exploration rigoureuse des phénomènes sociaux en développement et le réinvestissement éthique à

partir de la découverte des enjeux de société. La mise en évidence du facteur technique comme dispositif essentiel de toute la rationalité moderne va se trouver au centre de son œuvre, en manifestant ainsi que le penseur se fonde sur une analyse aussi rigoureuse que celle de Marx en ce qui concerne l'infrastructure de la modernité. Mais en même temps sa critique rigoureuse bouleverse l'équilibre de la théorie de l'auteur du *Capital* et celle de bien d'autres. Ellul récuse l'assimilation entre le productivisme, qui est commun à Marx et aux libéraux, avec le sens et les finalités de la vie humaine : « *Il faut résolument récuser comme non scientifique et non conforme aux faits la pensée si fréquente qui établit une sorte d'identité ou de continuité entre la croissance économique, le développement, le progrès.* »

Il faudrait pouvoir réordonner l'ensemble du corpus, pour en montrer la cohérence profonde. On me permettra quelques trop rapides remarques pour prendre la mesure du penseur et envisager la projection actuelle de ses intuitions et démonstrations. J'adhère personnellement aux thèses majeures sur la technique, à la définition d'un autre paradigme de civilisation, non sans être tarabudé par quelques difficultés. Il en va de Jacques Ellul comme de Gunther Anders : leur hantise, qui ne relève pas du fantasme, de l'accroissement démesuré de l'emprise d'un système de plus en plus sophistiqué se heurte aux obstacles de la maîtrise des instruments. Comment faire le partage entre ce qui est utile, bienfaisant, incontestable et ce qui est de l'ordre de l'assujettissement et de la mise à disposition des individus par l'instrument dominateur ? Par ailleurs, Ellul ne sous-estimait-il pas l'oligarchie financière et sa volonté de puissance en déportant les dérapages pervers du marché sur le système perfectionné des circuits financiers ? Enfin, le peu de considération qu'il avait pour l'action politique proprement dite n'était-il pas finalement dommageable, en laissant toute la place aux facteurs de déshumanisation qu'il dénonçait ? Mais ces objections n'ont d'intérêt que parce qu'elles visent une entreprise de grande et belle allure, indispensable à l'intelligence de notre temps. Malheureusement, par exemple, Jacques Ellul n'a inspiré que partiellement certains écologistes. Un José Bové ou un Noël Mamère n'ont retenu qu'une part de ses enseignements, alors que c'est leur économie générale qui devrait nous secourir.

Une partie des livres d'Ellul a été rééditée ou est en voie de réédition, notamment à la Table Ronde, collection Vermillon et chez Economica.

par Gérard Leclerc



La culture de l'insolence

On disserte avec gravité sur la liberté d'esprit. On vit plus rarement selon cette règle. C'est qu'il ne suffit pas de mépriser l'argent et les honneurs. Il faut encore accepter de passer pour un énergomène.

La provocation donne joli teint quand on a vingt ans. On moque le bourgeois et la bonne société vous pardonne dès les premiers signes d'allégeance. Mais cultiver l'insolence comme une vertu tout au long de son existence, c'est une autre affaire. Les directeurs de l'opinion publique n'aiment pas cela car l'insolent prend les chemins de traverse et pique au vif de manière inattendue. Ils préfèrent, ces messieurs, le clown anticonformiste qui fait toujours le même numéro avant de prendre respectueusement la bourse qu'on lui jette.

Gabriel Matzneff échappe aux catégories ordinaires des basses et hautes cours médiatiques. Ce n'est pas un provocateur vieillissant mais un écrivain « plus jeune et plus vieux que lui-même » qui s'est toujours tenu, sans pose ni calcul, hors bourgeoisie. L'auteur mémorable du *Sabre de Didi* ne répond pas à la définition de l'anticonformiste, qui s'affirme par la négation, car il a des principes et des fidélités qui donnent une belle rectitude à la vie de cet homme léger d'esprit et de mœurs.

Dans le recueil des chroniques de télévision qu'il avait publiées à *Combat* (1) de 1963 à 1965, le jeune mousquetaire affirme sa foi orthodoxe, son amour de la patrie et de la langue françaises et communique à ses lecteurs des opinions et des jugements politiques

qui le rendent parfaitement inclassable. Dissident, proche des dissidents soviétiques à une époque où ils sont, à Paris, considérés comme des chiens, Gabriel Matzneff ferraille pour François Mitterrand alors qu'il n'est pas de gauche, pas socialiste non plus et encore moins favorable aux communistes qui vont soutenir son ami à l'élection présidentielle de 1965.

La bataille politique avait une tout autre allure et un tout autre style quand le général de Gaulle était à l'Élysée et la plupart des personnages évoqués dans les chroniques matznéviennes sont pour la plupart oubliés. Mais *La séquence de l'énergomène* sera lue avec profit par les jeunes et les vieux journalistes qui, écœurés par la brutalité ambiante, veulent prendre des leçons de maintien. La polémique matznéviennne est douce, ironique et laisse entendre que l'inénarrable Vladimir d'Ormesson, Alain Peyrefitte ou tel télécraté méprisant le peuple ne sont pas si exécrables qu'ils paraissent et peuvent être sauvés ou se sauver eux-mêmes de leurs bassesses et de leurs ridicules. L'insolence matznéviennne a une portée philosophique qui lui permet de transcender les époques.

Colonel SPONZ

(1) Gabriel Matzneff - « *La séquence de l'énergomène* », Éd. Léo Scheer, 2012, prix franco: 22 €. [Achat immédiat](#)

Une nouvelle exégèse des lieux communs ?

Raphaël Liogier, professeur de sociologie et de philosophie de la connaissance à Sciences Po-Aix-en-Provence, n'est pas très connu du grand public. À en juger par son dernier livre, *Les évidences universelles* ⁽¹⁾, il gagnerait pourtant à l'être.

Qui, aujourd'hui, prend encore la peine de lire Léon Bloy, « pamphlétaire, romancier, entrepreneur de démolitions, qui tourmenta ses contemporains avec (...) violence » (2) ? À part Sébastien Lapaque, il n'y a probablement guère d'inconditionnels de ce féroce imprécateur. Quant à ceux qui savent ou se souviennent qu'il est l'auteur d'une remarquable *Exégèse des lieux communs* (3), publiée en 1911 pour « obtenir le mutisme du Bourgeois, c'est-à-dire l'homme qui ne fait aucun usage de la faculté de penser et qui vit ou paraît vivre sans avoir été sollicité, un seul jour, par le besoin de comprendre quoi que ce soit », ils sont sans doute encore plus rares : rarissimes.

Faut-il le regretter ? Dans la mesure où l'irascible périgourdin n'avait pas son pareil pour étriiller les poncifs bourgeois et qu'il serait dommage de quitter ce monde sans avoir fait l'inoubliable expérience de son style proprement hors du commun, il n'y a sans doute guère de motifs de se réjouir qu'on ne lise plus Léon Bloy. À la limite, que l'on continue d'ignorer celui qui fut l'un des plus grands écrivains notre langue, c'est même, quelque part, profondément inquiétant.

Cela étant, peut-être ne faut-il pas trop dramatiser. En effet, il n'y a pas que Bloy qui sache étriiller avec talent ces multiples lieux communs, bourgeois ou non, qui envahissent les cerveaux. Raphaël Liogier,

par exemple, dans un ouvrage inspiré par ses émissions de radio diffusées sur *France Culture* durant l'été 2007, parvient à merveille à réduire en cendres ceux qui, aujourd'hui, nous empêchent de nous « adapter, changer, évoluer, surmonter les difficultés, résoudre les problèmes, comprendre l'imprévu », bref, d'être moins cons et bornés qu'à l'accoutumée.

Sans doute, le style est-t-il moins emporté que celui de Bloy, plus académique. Il ne faut toutefois pas s'y tromper : l'extrême classicisme dans lequel l'ensemble est rédigé recèle une critique pour le moins radicale et rafraîchissante de ces idées reçues qui nous empêchent trop souvent de voir plus loin que le bout de notre nez, et dont on gagnerait vraiment à se débarrasser.

De là à dire que Liogier a, cent ans après Bloy, écrit ce que l'on pourrait qualifier de *nouvelle Exégèse des lieux communs*, c'est à vous de voir...

Lionel ROUVE

(1) Raphaël Liogier - « *Les évidences universelles* », Éd. de la Librairie de la Galerie, 2011, 213 pages, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

(2) Léon Bloy - « *Malheur aux riches !* », anthologie présentée par Sébastien Lapaque, J'ai lu, coll. *Librio*, 2002, 52 pages, prix franco : 4 €. [Achat immédiat](#)

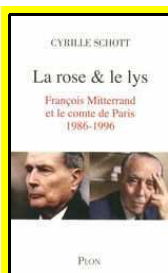
(3) Léon Bloy - « *Exégèse des lieux communs* », Rivages poche, coll. *Petite bibliothèque*, 2005, prix franco : 11 €. [Achat immédiat](#)

Pierre Chaumeil

Pierre Chaumeil est décédé début janvier dans sa 84^e année. Ancien rédacteur en chef de *l'Auvergnat de Paris*, il avait poursuivi une carrière journalistique dans la presse royaliste et avait présidé pendant plus de vingt ans l'Association professionnelle de la presse monarchique. Il aimait rappeler que l'association, fondée en 1882, était le plus ancien des syndicats existants puisqu'elle avait été enregistrée comme Syndicat professionnel le 11 avril 1884 sous le n° 6 dès que la loi du 21 mars 1884 autorisant les syndicats fut promulguée.

A ses obsèques, en Auvergne le 7 janvier, François-Marlin Fleutot représentait l'association et Gérard Leclerc la Nouvelle Action royaliste.

LIVRE



Entre Charles de Gaulle et le comte de Paris, les liens sont bien connus, entre François Mitterrand et le chef de la Maison de

France, ils le sont moins. Leurs relations, pourtant anciennes, valurent au prétendant au trône une place à part à l'Elysée. Les célébrations du millénaire capétien, en 1987, leur offrirent l'occasion de les renforcer. Le préfet Cyrille Schott témoigne...

Plon, 2012, prix franco 19,50 €

Achat immédiat

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 25 janvier** - Historien, auteur de très nombreux ouvrages consacrés à la monarchie française, **Philippe DELORME** est un familier de nos réunions. A l'occasion de la parution de son livre sur *Les dynasties perdues*, il étudiera pour nous « **Le rôle des familles royales** » lorsqu'elles n'assument pas la charge du pouvoir politique.

Des Bagration de Géorgie aux Bragance du Portugal, des Orléans aux Husseinides de Tunisie, des Zogou d'Albanie aux Hachémides d'Irak, comment les familles royales continuent-elles d'exister dans la conscience des peuples - et dans leur inconscient ? Pourquoi certains gouvernements, en apparence très éloignés des traditions royales et impériales, décident-ils de leur reconnaître une existence officielle ? Peut-on discerner, dans certaines de ces dynasties perdues, des possibilités d'une renaissance effectivement politique en raison des révoltes et des révolutions qui se produisent dans de nombreux pays qui ont une tradition royale ou impériale ?

● **Mercredi 1^{er} février** - Normalien, agrégé de philosophie, **Michel LACROIX** est maître de conférences des universités. Auteur de nombreux ouvrages - sur la politesse, le courage, l'émotion, l'idéologie du *New Age* - il ose consacrer son dernier livre à « **L'éloge du patriotisme** ». Le mot et le sentiment qu'il exprime sont considérés comme désuets « *à l'heure de la mondialisation* » - quand ils ne sont pas confondus avec le nationalisme xénophobe et racialisant. S'ajoutent à ce rejet notre classique tendance à l'autodénigrement et la plus récente manie de la repentance.

Il est possible de rompre avec ces clichés et d'échapper aux amalgames. S'il n'y a pas d'orgueil à être Français, comme l'écrivait Bernanos, il est du moins possible et souhaitable de prendre la juste mesure d'un sentiment d'appartenance à la nation française qui permet aux citoyens de faire le lien entre le particulier et l'universel, d'avoir une claire conscience de leur unité, de préserver les valeurs communes et de veiller à ce que l'histoire de la France soit pleinement assumée et transmise.

● **Mercredi 8 février** - Après avoir obtenu son doctorat en sciences politiques à la Sorbonne, **Simon EPSTEIN** s'est installé en 1974 à Jérusalem. Il a travaillé pour le ministère israélien des Finances, puis est devenu professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem et dirige le Centre international de recherches sur l'antisémitisme. Il nous avait présenté son ouvrage sur *Les Dreyfusards sous l'Occupation*, qui remet en cause l'histoire officielle de la gauche française, puis son étude magistrale sur *Un paradoxe français*

- consacré au passage de nombreux antiracistes à la Collaboration tandis que des militants de l'extrême-droite rejoignaient la Résistance.

Le livre qu'il nous présente cette année bouleverse là encore les idées reçues sur « **Les Juifs avant la Shoah** ». On croit communément que les Juifs sont restés passifs devant la montée de l'antisémitisme et qu'ils ont été les victimes aveugles et résignées de la Solution finale. Simon Epstein montre que les Juifs sont lucides, mobilisés et combattifs, dans cette Europe de 1930 dont il donne un tableau saisissant.

● **Mercredi 15 février** - Le soutien accordé par le défunt comte de Paris à François Mitterrand, pendant ses deux septennats, choqua les milieux de droite et suscita nombre d'incompréhensions à gauche. L'étonnement eût été encore plus grand si l'on avait connu les relations amicales qui existaient entre le président socialiste et le chef de la Maison de France.

Ancien élève de l'ENA, conseiller auprès de la présidence, **Cyrille SCHOTT** fut le témoin de leurs rencontres et de leurs convergences. Dans « **La Rose et le Lys** », il explique pourquoi François Mitterrand eut à cœur de célébrer le millénaire de la France avec le prince, qui affirma publiquement son soutien aux principales initiatives présidentielles - sauf lors du référendum sur le traité de Maastricht. Point de calcul dans cette relation, consciemment inscrite dans l'histoire de France et profondément marquée par la mémoire du général de Gaulle. A la lumière des révélations de Cyrille Schott, les engagements de la Nouvelle Action royaliste de 1981 à 1994 prennent leur pleine signification.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'hésitation de François Hollande

François Hollande, avez-vous lu, compris et appris par cœur les analyses de Christophe Guilluy ? Nous avons souligné l'importance de son premier ouvrage, publié voici huit ans, et du deuxième beaucoup plus récent tout en faisant écho à d'autres travaux ou enquêtes qui soulignaient l'abandon des classes populaires par les partis dominants et le basculement des classes moyennes dans la contestation radicale de l'oligarchie (1).

Si nos articles vous ont échappé, si vous n'avez pas le temps de lire ou de relire les livres conseillés, vous pouvez trouver sur la Toile le résumé de ce qu'il vous faut savoir pour présenter un projet politique salubre. Le 9 janvier, Christophe Guilluy expliquait sur Mediapart (2) pourquoi et comment « *il faut parler aux classes populaires* » qui ont été assez largement séduites par le discours de Nicolas Sarkozy en 2007 – surtout par la thématique d'Henri Guaino – et qui ont tendance à se reporter massivement sur Marine Le Pen.

Cela vous indigné, mais c'est le Parti socialiste qui est responsable de cette évolution. Devenu un parti d'élus, d'apparatchiks, de bourgeois des centres urbains, libéré de la pression communiste qui le contraignait à rester fidèle au socialisme, il s'est désintéressé des classes populaires et des classes moyennes en voie de paupérisation. Et c'est le Front national qui est devenu le principal parti protestataire, Jean-Marie puis Marine Le Pen succédant à Georges Marchais dans la fonction de tribun de la plèbe.

Paradoxe : le peuple de gauche ne vote plus à gauche et c'est quand il s'abstient de voter – aux régionales, aux européennes – que les socialistes l'emportent ! Cette situation est d'autant plus inquiétante que le peuple de gauche n'est plus là où vous le rencontriez, dans les banlieues proches et dans les grandes usines : la spéculation immobilière et la mondialisation l'ont relégué à la périphérie urbaine, où il subit les emplois précaires et le chômage.



La jeune gauche qui se rêvait au pouvoir avec Dominique Strauss-Kahn affirme qu'il faut laisser tomber ces beaufs racistes et bas du front. Ce mépris de fer pour des millions de Français délaissés se double d'une insondable bêtise engendrée par les préjugés de classe. Les ouvriers et les employés ont compris depuis longtemps que la mondialisation provoque les délocalisations et le chômage de masse ; ils ne croient plus aux bienfaits du libre-échange et de la « forteresse euro ». Christophe Guilluy montre bien que cet électorat n'a pas basculé à droite : il défend les services publics, l'intervention de l'État, la laïcité, la République et, face

à la crise, il écoute de plus en plus attentivement ceux qui réclament le protectionnisme et la sortie de l'euro. La gauche soi-disant morale peut bien ressortir toute la panoplie de la vigilance antifasciste : elle ne parviendra pas à impressionner ce peuple humilié et appauvri qui est engagé dans la guerre de classes et qui ne trouve personne d'autre que Marine Le Pen pour exprimer sa haine des oligarques. Personne d'autre, parce que Jean-Luc Mélenchon et les chefs de l'extrême gauche n'ont toujours pas compris que le peuple français était patriote, donc allergique au fédéralisme européen, au mythe de l'Europe sociale, aux complaisances vis-à-vis d'une Chine devenue dangereusement impérialiste.

François Hollande a senti qu'il fallait reconquérir la classe ouvrière puisque qu'il va dans des usines pour la rencontrer. Mais il ne suffit pas de serrer des mains et de s'indigner d'une délocalisation. On ne peut vouloir à la fois la relance de la politique industrielle et le libre échange. On ne peut afficher à la fois son souci du peuple français et accepter les insupportables contraintes de l'euro. Entre la bourgeoisie de gauche qui trouve son confort dans la mondialisation et la révolte des classes populaires rejointes par une fraction croissante des classes moyennes, il est urgent que le candidat socialiste choisisse. Dans la guerre sociale menée par le capitalisme financier et la sarkozie, il n'y a pas de compromis possible.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Christophe Guilluy, *Atlas des nouvelles fractures françaises*, Éditions Autrement, 2004 ; *Fractures françaises*, François Bourin, 2010.

(2) <http://www.mediapart.fr/journal/france/030112/christophe-guilluy-il-faut-parler-des-classes-populaires>